

## CentraleSupélec publie un guide critique des labels climatiques à l'usage des élèves ingénieurs

La stratégie d'une entreprise pour réduire son impact environnemental est une information peu lisible à travers la multitude de labels existants, relève le document communiqué samedi 1<sup>er</sup> février par l'école, qui distingue deux indicateurs.

Par Soazig Le Nevé

Publié le 01 février 2025 à 11h09, modifié à 07h09 · Lecture 3 min.



L'université Paris-Saclay à Saclay (Essonne), le 17 septembre 2021. ALAIN JOCARD/AFP

Dans le monde des labels, l'impact climatique des entreprises est un marché qui a donné naissance à des dizaines d'indicateurs. Une vraie jungle, censée apporter des garanties à une génération d'étudiants toujours plus exigeants envers leurs futurs employeurs. En publiant, samedi 1<sup>er</sup> février, un guide à l'usage de ses élèves ingénieurs, coconstruit avec eux, CentraleSupélec prend le parti de jouer les éclaireurs et donne « *des clés de compréhension* » de ces labels pour contrer le greenwashing, un phénomène visant à parer de vertus climatiques des entreprises qui ne le méritent guère.

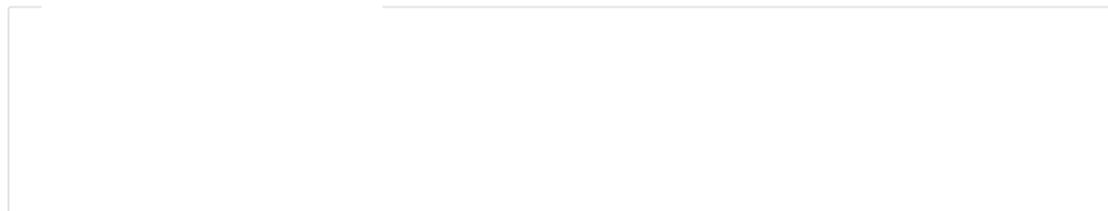
L'initiative tombe à point nommé alors que se lève, parmi les entreprises, un vent de protestation soutenu par le ministre délégué chargé de l'Europe, Benjamin Haddad – contre l'application d'une directive européenne qui les oblige depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2024 à rendre des comptes chaque année en décrivant l'impact de leurs activités sur l'environnement et la société. Le 20 janvier, Stéphane Séjourné, vice-président exécutif à la prospérité et la stratégie industrielle à la Commission européenne, a évoqué une possible « *suppression* » des exigences prévues dans cette directive, qui doit être révisée le 26 février.

Ce possible changement à l'échelle européenne « *va créer une certaine instabilité* », regrette Alexandre Rassat, élève ingénieur engagé dans l'association Impact CentraleSupélec. Il a fait partie du groupe de travail qui a réuni pendant un an des enseignants-chercheurs et étudiants avec la direction de l'école, membre de l'université Paris-Saclay. Dix-sept scores et labels ont été passés au crible de critères considérés comme « *des minima essentiels d'engagements des entreprises* » : la transparence des informations, le dépassement du cadre légal et le principe d'amélioration continue. S'ajoutent l'indépendance de la certification, la vérification des données ou encore la non-compensation par le label entre une bonne et une mauvaise performance.

### « Chacun fait sa tambouille »

« *Les informations fournies ne sont pas toujours fiables et complètes* », acte la doctorante et pilote des travaux, Marine Kohler, dont la thèse en cours porte sur le système de notation de la performance climatique. Dans la prolifération d'acteurs délivrant des labels, « *chacun fait sa tambouille* », souligne-t-elle. Des entreprises peuvent ainsi omettre certains impacts négatifs ou limiter la qualité de l'information disponible. De leur côté, les nombreux scores et labels livrent des informations décorréliées, voire contradictoires.

Sur un total de dix-sept labels, onze ont été écartés pour cause de manquement méthodologique ou d'absence de critère d'amélioration des performances. Sur les six restants, aucun n'a validé l'ensemble des principes d'indépendance, de vérification des données, de non-compensation et de « caractère absolu ». Ce dernier désigne une idée selon laquelle la stratégie de l'entreprise tend vers des objectifs fixés par un accord international, comme celui de la COP21 à Paris en 2015, qui prévoit de réduire considérablement les émissions mondiales de gaz à effet de serre dans le but de limiter à 2 °C le réchauffement planétaire au cours du XXI<sup>e</sup> siècle.



Parmi les six labels, deux se distinguent cependant : celui de l'ONG Carbon Disclosure Project (CDP) et celui de l'initiative Science Based Targets (SBTi) lancée par plusieurs institutions, dont le Fonds mondial pour la nature et les Nations unies. Tous deux se révèlent utiles, mais à condition de croiser leurs données de manière complémentaire, prévient le guide, car chacun présente des lacunes.

Avec le CDP, une entreprise peut compenser une mauvaise performance dans l'un ou l'autre des critères. Ainsi, celle qui a « *une structure de gouvernance mature sur les sujets climatiques mais pas d'objectif de réduction [des émissions de carbone] en ligne avec les accords de Paris peut avoir une note honorable* », détaille le guide, qui cite le cas de TotalEnergies, avec la note de « A- ». En revanche, SBTi ne labellise que les entreprises présentant des objectifs conformes aux accords de Paris... dont ne fait pas partie TotalEnergies. Un problème demeure cependant : tout comme le CDP, le label SBTi se base sur des données déclaratives non auditées.

### « Changement de paradigme »

Ce guide pourrait-il encourager CentraleSupélec à mettre fin à des partenariats conclus avec des entreprises enregistrant de mauvais scores ? *« La réponse est non, tranche Romain Soubeyran, directeur de l'école. Il n'y a pas de vérité absolue. Le fait que TotalEnergies n'obtienne qu'un des deux labels illustre la complexité des choses. Chaque étudiant se déterminera en son âme et conscience. »*

*« Il faut travailler avec les entreprises pour peu qu'elles respectent un plancher qui permet à notre école, qui est publique, de garantir le bien commun, notamment environnemental »,* affirme Alexandre Rassat. L'étudiant estime qu'une « suspension » de partenariat doit être possible en attendant que l'entreprise s'améliore. Projeter de nouvelles opérations liées aux énergies fossiles est par exemple *« une ligne rouge »*.

Le guide des labels participe d'un « changement de paradigme » déjà amorcé, selon Romain Soubeyran. Depuis 2020, les élèves de l'école sont partie prenante dans la façon d'introduire la transition écologique dans les enseignements. Pour Gaëlle Lahoun, directrice des relations entreprises et de la valorisation, l'initiative doit permettre de *« sortir d'une vision manichéenne »*. *« Quand on aborde ces sujets avec les étudiants, l'émotionnel prend souvent le pas sur la réflexion. Or, dans la réalité, les choses sont complexes et nos futurs ingénieurs auront à gérer cette complexité eux-mêmes dans leurs missions »,* estime-t-elle.

Comme tous les ans, un contingent de diplômés de CentraleSupélec intégrera les rangs de TotalEnergies, qui reste bien placée dans les enquêtes internes « marques employeurs », puisqu'elle oscille entre la 15<sup>e</sup> et la 20<sup>e</sup> place sur 260 entreprises citées. *« De nouveaux ingénieurs iront même travailler dans la partie hydrocarbures de Total, relève Romain Soubeyran. Si c'est pour réduire le torchage du gaz naturel [la destruction du gaz dissous dans le pétrole], alors les émissions de carbone de l'entreprise s'en trouveront réduites. »*

**Soazig Le Nevé**

---

